

assurances, les agriculteurs, éleveurs, les plombiers, couvreurs, chauffagistes, les ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment, les ouvriers qualifiés des TP et du béton, les représentants auprès de particuliers, les ouvriers qualifiés de la maintenance, les conducteurs de transports en commun et sur réseaux guidés, et les cuisiniers (cf. tableau 3).

Les infirmiers, sages-femmes se démarquent totalement du lot, avec un nombre d'offres déposées à l'ANPE supérieur au total des inscrits en début de période auquel s'ajoutent les entrées de l'année ! Le besoin de main d'œuvre dans ces métiers continue à se faire sentir et les demandeurs d'emploi ne rencontrent pas de difficulté majeure à trouver un poste correspondant à leurs vœux.

Si les métiers traditionnels de cuisinier, et de plombier, couvreur, chauffagiste continuent à offrir des débouchés (taux de retour à l'emploi supérieur à 30 %), il n'en est pas de même pour les employés et techniciens des assurances, ni pour les agriculteurs, éleveurs, et les ouvriers qualifiés des TP et du béton, qui sortent plus rarement de l'ANPE pour motif de reprise de travail que les autres demandeurs de ce groupe.

On ignore tout de la qualité de l'offre d'emploi enregistrée et des décalages susceptibles d'exister entre ce que recherchent les demandeurs et ce que propose le marché.

Destin des familles professionnelles confrontées à l'insuffisance de l'offre d'emploi enregistrée par l'ANPE

Occupant la queue du peloton pour leur situation au regard de l'offre enregistrée à l'ANPE (cf. tableau 4), ces familles se caractérisent par un nombre de demandeurs d'emploi entrés à l'ANPE pendant la période nettement supérieur aux

offres déposées. On retrouve ici les enseignants, les personnels d'étude et de recherche, les professionnels du droit, les techniciens et cadres de l'agriculture, les employés et techniciens de la banque, les cadres administratifs, comptables et financiers, les médecins et assimilés, les assistantes maternelles, les ouvriers qualifiés de l'extraction et les dirigeants d'entreprise.

Pour la plupart de ces familles, les pratiques de recrutement peuvent être évoquées pour expliquer la réduction des flux d'offres d'emploi déposées à l'ANPE. Ainsi, nombre de recrutement de cadres s'opèrent par l'intermédiaire de cabinets privés. En ce qui concerne l'offre relative aux postes d'enseignants, le Rectorat se dispense des services de l'ANPE car il gère en direct l'accès aux fonctions vacantes. Les employeurs d'assistantes maternelles n'attendent pas à proprement parler de l'ANPE qu'elle les mette en relation avec des personnes qu'ils trouvent habituellement dans leur voisinage (pour les employeurs privés) ou dans leurs propres fichiers de candidatures (pour les employeurs publics).

Le marché du travail échappant en grande partie à l'emprise de l'ANPE est-il cependant favorable à ces familles ? La lecture des taux de retour à l'emploi montre au contraire une inégalité dans l'exposition au chômage. Les plus durement touchés de ce groupe sont les dirigeants d'entreprise et les assistantes maternelles. Or, cette dernière famille compte des effectifs non négligeables (2 124 assistantes maternelles inscrites à l'ANPE en mars 1995 en catégories 1 et 6, 2 306 assistantes maternelles inscrites à l'ANPE en mars 96 pour la seule catégorie 1). On peut imaginer les efforts de formation professionnelle et d'insertion qu'il reste encore à faire dans leur direction.

Les ouvriers qualifiés de l'extraction occupent une place totalement singulière. La famille est composée pour

l'essentiel d'ouvriers de l'extraction solide. On pourrait supposer qu'il s'agit d'ouvriers travaillant dans les mines de charbon dont la fermeture est programmée à l'horizon 2005 en Lorraine. En fait, la localisation géographique des demandeurs d'emploi concernés apporte une précision supplémentaire : Thionville et Briey totalisent 134 demandeurs d'emploi alors que le bassin houiller n'en compte que 8, à la date du 31 mars 1996. Les effectifs inscrits ne proviennent donc pas de l'activité charbonnière. L'ANPE signale qu'il s'agit d'anciens salariés des mines de fer (Lormine, Arbed...) qui, bien qu'inscrits à l'ANPE, ne sont pas assujettis à une recherche active d'emploi compte tenu de leur statut spécifique (pré-retraite par exemple). Cela explique le très faible taux de retour à l'emploi enregistré par la famille d'avril 94 à mars 95 (5,0%).

L'analyse comparative des données en stock et en flux favorise l'émergence de nouvelles questions

A l'image de ce qui vient d'être présenté avec les familles professionnelles situées aux extrêmes quant à certains de leurs indicateurs de flux, l'articulation des différentes données "en stock" et "en flux" peut être menée sur toutes les autres familles professionnelles. Dans chaque cas, des questions spécifiques sont soulevées, auxquelles on peut en partie répondre en mobilisant une information qualitative issue de l'expérience de terrain, ou bien en examinant des données complémentaires qu'il est alors nécessaire de rechercher.

Source des données quantitatives : Ministère du Travail et des Affaires Sociales - DEPM, DES et DES de catégories 1 + 6 la recherche d'un emploi à durée indéterminée et à temps plein) et offres de toutes catégories.



Le bulletin de l'Observatoire Régional de l'Emploi, de la Formation et des Qualifications de Lorraine

S O M M A I R E

Édito p. 1

Dossier : Familles professionnelles et approche du marché du travail données de cadrage p. 2

Brèves p. 4

Supplément : Familles professionnelles et approche du marché du travail : image statique ou dynamique



Au mois de janvier, les Fiches Demande et Offre d'emploi par famille professionnelle, dernière publication de l'OREFQ, ont été adressées à tous les acteurs de l'emploi/formation en Lorraine. Ces fiches présentent des données émanant du Ministère du travail et des affaires sociales, retraitées à l'aide de la nomenclature des familles professionnelles. Elles permettent de quantifier le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en mars 96 dans la plupart des familles professionnelles, d'observer leur profil, (répartition par sexe, âge, niveau de diplôme), de connaître leur lieu de résidence, de suivre les flux d'entrée et de sortie de l'ANPE entre avril 94 et mars 95, de cerner le nombre d'offres d'emploi recensées par l'ANPE durant cette même période, etc.

La réalisation de ces fiches a demandé plus d'une année d'un travail acharné auquel ont participé l'ANPE, la DRTEFP, l'INSEE, l'ONISEP et la DAFCO. Outre la publication des statistiques lorraines, les travaux de ce groupe ont conduit à des améliorations méthodologiques sur le plan national : le groupe a en effet formalisé des suggestions qui ont fait l'objet d'une remontée d'information au Ministère du travail et des affaires sociales, auprès des promoteurs de la nomenclature des familles professionnelles. Pour accompagner la diffusion de ce nouvel outil d'information sur le marché du travail, et favoriser son appropriation par les destinataires auxquels il s'adresse, nous souhaitons produire de courtes analyses illustrant l'usage qui peut être fait des statistiques disponibles. Ce dossier sera complété ultérieurement par une analyse détaillée de la situation des cadres sur le marché du travail.

Catherine FILPA, Fabienne JIMENEZ, et René KRATZ.

OREFQ
 Centre d'Affaires Libération
 4, rue de la Foucotte
 54000 Nancy
 Téléphone : 03 83 98 37 37
 Directeur de la publication : Catherine FILPA
 Rédaction : Catherine FILPA
 René KRATZ
 Dan LEVY
 Conception graphique : Figiata Imposées
 Imprimerie Bialée à Nancy
 Dépôt légal : avril 1997
 ISSN : 1240-1951

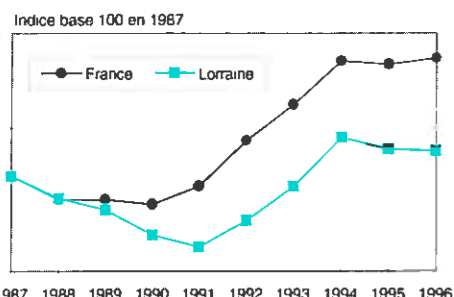
dossier

Familles professionnelles et approche du marché du travail : données de cadrage

Au 31 mars 1996, la Lorraine comptait plus de 110 000 demandeurs d'emploi. Depuis 1987, la demande d'emploi en Lorraine a suivi la même tendance à la hausse qu'à l'échelon national. Toutefois l'amplitude de cette évolution a été plus faible dans notre région. Après une amélioration de 1987 à 1991, le nombre de demandeurs d'emploi a connu une dégradation ininterrompue jusqu'en 1994 pour diminuer ensuite (cf. graphique 1).

L'exposition au chômage varie considérablement d'un métier à l'autre. Des différences qui tiennent évidemment au statut des emplois (privé/public), à la conjoncture sectorielle des emplois (évolution singulière à chaque secteur d'activité), mais aussi aux caractéristiques mêmes des métiers (féminisation des emplois, pyramide des âges, emplois précaires ou non, etc.). L'utilisation des familles professionnelles permet de comparer les spécificités du chômage et l'évolution des emplois par groupes de métiers.

Graphique 1 : Evolution de la demande d'emploi en Lorraine et en France de mars 87 à mars 96



Source : Ministère du Travail et des Affaires Sociales - DEFM de catégorie 1 et 6 au 31 mars de chaque année - Indice en base 100 en 1987

Les secrétaires et les agents d'entretien en tête

Si l'on opère un classement des familles professionnelles en fonction du niveau de la demande d'emploi en valeur absolue, on constate que ce sont les *secrétaires* qui arrivent en tête avec plus de

Tableau 1 : Les 15 Familles qui comptent le plus de demandeurs d'emploi de catégorie 1, au 31 mars 1996. Source : Ministère du Travail et des Affaires Sociales - DEFM de cat. 1.

| Familles Professionnelles | Nombre de DEFM | % |
|---|----------------|-----|
| Secrétaires | 7 726 | 7,6 |
| Agents d'entretien | 7 588 | 7,5 |
| Employés administratifs d'entreprise | 5 122 | 5,1 |
| Vendeurs en équipement de la personne | 4 683 | 4,6 |
| Employés de maison | 3 886 | 3,8 |
| Serveurs, employés et Agents de maîtrise de l'hôtellerie-restauration | 3 607 | 3,6 |
| ONQ de la manutention | 3 520 | 3,5 |
| Cassiers, employés de libre-service | 3 093 | 3,1 |
| ONQ du gros oeuvre du BTP | 2 710 | 2,7 |
| Assistants maternelles | 2 306 | 2,3 |
| OQ de la manutention | 2 275 | 2,3 |
| Vendeurs en produits alimentaires | 2 122 | 2,1 |
| Conducteurs de véhicules légers | 1 987 | 2,0 |
| OQ de la maintenance | 1 785 | 1,8 |
| Agents de gardiennage et de sécurité | 1 728 | 1,7 |
| Ensemble des familles professionnelles | 101 188 | 100 |

7 700 demandeurs d'emplois en mars 1996 (soit 7,6% de l'ensemble de la demande d'emploi pour cette période), suivies de peu par les *agents d'entretien* (7 600 demandeurs de catégorie 1 - nouvelle définition).

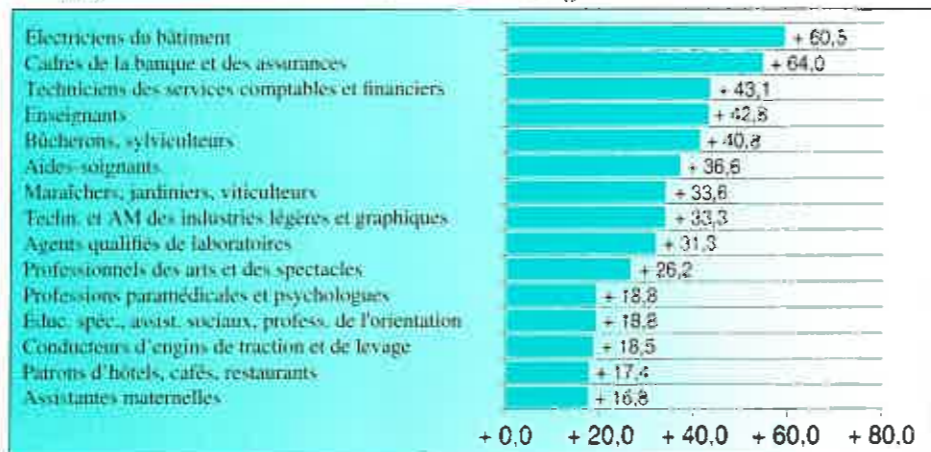
Les évolutions les plus marquantes entre mars 95 et mars 96

La demande d'emploi évolue diversement selon les familles professionnelles entre 1995 et 1996 (cf. graphique 2). La demande d'emploi chez les *électriciens du bâtiment* progresse de 60% en un an, celle des *cadres de la banque et des*

assurances croît de 54% (avec des effectifs peu nombreux cependant, 77 demandeurs d'emploi de catégorie 1 au 31 mars 1996).

A noter, que les métiers de la banque et des assurances font ressortir un faible nombre de demandeurs d'emploi. Les méthodes de recrutement appliquées dans ces secteurs consistent souvent à recruter des *primo-demandeurs d'emploi* issus de formations commerciales, économiques ou juridiques pour les former en interne et/ou par des formations propres à la banque et aux assurances comme par exemple les

Graphique 2 : Forte évolution de la demande d'emploi de catégorie 1, pour les électriciens du bâtiment entre mars 95 et mars 96. Source : Ministère du Travail et des Affaires Sociales - DEFM de cat. 1.



flux de sortie de l'ANPE, conduisant à une augmentation importante du chômage (cf. tableau 2). Elle regroupe les *enseignants, les professions paramédicales et psychologues, les techniciens médicaux et spécialistes de l'appareillage médical, les éducateurs spécialisés, assistants sociaux, professionnels de l'orientation, les professionnels du droit, les aides soignants, les employés et techniciens de la banque, les professionnels de la communication et de la documentation, et les personnels d'études et de recherche*.

Pour 11 familles professionnelles sur 12, les taux de retour à l'emploi s'avèrent supérieurs à la moyenne régionale, ce qui fait contrepoids aux effets défavorables des flux. Les taux de retour à l'emploi atteignent parfois des niveaux appréciables : 45,5% pour les *infirmiers-sages-femmes*, 42% pour les *techniciens des services comptables et financiers*, 31,9% pour les *enseignants*.

Les *professionnels de la communication et de la documentation* se trouvent en revanche en situation critique. Plusieurs indicateurs convergents montrent une dégradation du marché du travail : outre l'impact défavorable des flux d'entrée sur le nombre d'inscrits, le taux de retour à l'emploi atteint seulement 24,1% et le nombre d'offres d'emploi enregistrées à l'ANPE reste modeste.

Confrontation entre offres et demandes d'emploi

Plus le nombre d'offres d'emploi enregistrées par l'ANPE est élevé, et plus on peut supposer que la probabilité pour les demandeurs d'emploi de sortir du chômage s'améliore. Ce postulat est

toutefois à relativiser dans la mesure où les deux tiers au moins des offres du marché ne transitent pas par l'ANPE. De plus, d'une famille professionnelle à l'autre, les pratiques de recrutement varient considérablement. Faut-il pour autant renoncer à rapprocher ces données les unes des autres ? Bien au contraire. Il s'agit seulement d'être prudent quant à l'interprétation de certains constats.

Familles professionnelles bénéficiant d'une source d'offres d'emploi diffusées par l'ANPE

D'avril 1994 à mars 1995, les dix familles professionnelles qui ont bénéficié d'un nombre élevé d'offres d'emploi eu égard aux nouvelles entrées à l'ANPE*, sont : les *infirmiers, sages-femmes, les employés et techniciens des*

Tableau 3 : Offres d'emploi déposées à l'ANPE

| Les dix familles professionnelles les mieux représentées | Nombre d'entrées à l'ANPE | Nombre de sorties de l'ANPE | Effectifs inscrits en début de période | Effectifs inscrits en fin de période | Taux d'évolution du stock initial (%) | Nombre d'offres enregistrées | Offres enregistrées/Demandes enregistrées (%) | Taux de retour à l'emploi (%) |
|---|---------------------------|-----------------------------|--|--------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------|---|-------------------------------|
| Infirmiers, sages-femmes | 228 | 203 | 62 | 60 | 40,3 | 325 | 142,5 | 45,5 |
| Employés et techn. des assurances | 179 | 142 | 127 | 150 | 29,1 | 219 | 122,3 | 23,2 |
| Agriculteurs, éleveurs | 567 | 486 | 337 | 373 | 24 | 450 | 79,4 | 22,5 |
| Plombiers, couvreurs, chauffagistes | 1 438 | 1 361 | 902 | 846 | 8,5 | 1 099 | 76,4 | 30,8 |
| Ouvriers qualifiés du GO du bâtiment | 3 132 | 3 065 | 2 458 | 1 829 | 2,7 | 2 386 | 76,2 | 27,9 |
| Ouvriers qualifiés des TP et du béton | 271 | 236 | 225 | 220 | 15,6 | 200 | 73,8 | 23,8 |
| Représentants auprès de particuliers | 1 259 | 1 136 | 797 | 794 | 15,4 | 885 | 70,3 | 27 |
| OQ de la maintenance | 3 048 | 2 859 | 2 232 | 2 084 | 8,5 | 2 097 | 68,8 | 27,2 |
| Conducteurs de transports en commun et sur réseaux guidés | 262 | 229 | 187 | 217 | 17,6 | 180 | 68,7 | 27,8 |
| Cuisiniers | 2 005 | 1 751 | 867 | 883 | 29,3 | 1 322 | 65,9 | 32,6 |

Tableau 4 : Rareté ou insuffisance des offres d'emploi déposées à l'ANPE

| Les dix familles professionnelles les plus touchées | Nombre d'entrées à l'ANPE | Nombre de sorties de l'ANPE | Effectifs inscrits en début de période | Effectifs inscrits en fin de période | Taux d'évolution du stock initial (%) | Nombre d'offres enregistrées | Offres enregistrées/Demandes enregistrées (%) | Taux de retour à l'emploi (%) |
|---|---------------------------|-----------------------------|--|--------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------|---|-------------------------------|
| Enseignants | 1 155 | 925 | 401 | 540 | 57,4 | 92 | 8 | 31,9 |
| Personnels d'études et de recherche | 871 | 727 | 410 | 494 | 35,1 | 87 | 10 | 31,4 |
| Professionnels du droit | 257 | 200 | 134 | 174 | 42,5 | 37 | 14,4 | 27,1 |
| Techniciens et cadres de l'agriculture | 361 | 325 | 162 | 175 | 22,2 | 35 | 15,2 | 36,1 |
| Employés et techn. de la banque | 504 | 395 | 266 | 329 | 41 | 80 | 15,9 | 29,5 |
| Cadres adm., comptables et financiers | 981 | 899 | 615 | 636 | 13,3 | 167 | 17 | 28,8 |
| Médecins et assimilés | 143 | 121 | 79 | 88 | 27,8 | 26 | 18,2 | 30,6 |
| Assistants maternelles | 2 136 | 1 711 | 1 846 | 2 124 | 23 | 409 | 15,1 | 19,7 |
| Ouvriers qualifiés de l'extraction | 75 | 54 | 146 | 157 | 14,4 | 15 | 20 | 5 |
| Dirigeants d'entreprise | 140 | 121 | 135 | 143 | 14,1 | 30 | 21,4 | 22,2 |

* Le nombre d'offres d'emploi enregistrées durant la période totalise l'intégralité des offres, qu'il s'agisse d'emplois à temps plein ou partiel ou encore d'emplois aidés.

familles paraissent en situation favorable sur le marché du travail, dans la mesure où les flux de sortie de l'ANPE ont été plus importants que les flux d'entrée. Ce sont les conducteurs d'engins de traction et de levage et les conducteurs routiers. Cependant, l'impact de ces flux par rapport au nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans ces familles en début de période est encore modeste.

Les taux de retour à l'emploi sont quant à eux et dans les deux cas, supérieurs à la moyenne régionale qui est de 24,9 %. Les conducteurs routiers manifestent une bonne performance avec un taux de retour à l'emploi de 33,1%. Pour les conducteurs d'engins de traction et de levage, le travail intérimaire constitue vraisemblablement un débouché non négligeable. Mais on peut supposer aussi que les démarches personnelles initiées par les demandeurs d'emploi ont également porté leurs fruits.

Toutes les autres familles subissent la prééminence des inscriptions à l'ANPE

par rapport aux sorties, tous motifs confondus. Mais elles n'ont pas pour autant un devenir identique sur le marché du travail.

Familles présentant une relative stabilisation des mouvements d'entrée/sortie

Deux sous-groupes différents peuvent être identifiés ici. Le premier comprend les ouvriers qualifiés travaillant par forge du métal, les soudeurs, les ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment, les bûcherons-sylviculteurs, et les ingénieurs et cadres techniques de l'industrie. Le taux de retour à l'emploi de ces professionnels est situé au-dessus de la moyenne régionale.

Il n'en est pas de même en revanche pour le second sous-groupe qui se compose des conducteurs de véhicules légers, des ouvriers non qualifiés de la manutention, des ouvriers qualifiés et non qualifiés du textile et du cuir, dont le taux de retour à l'emploi descend bien en dessous de la moyenne régionale.

le : 18,7% par exemple pour les ouvriers non qualifiés du textile et du cuir, 19,5% pour les ouvriers non qualifiés de la manutention. Il est donc heureux de constater un mouvement de stabilisation de la demande d'emploi dans ces familles qui comptent souvent des effectifs élevés.

Si l'on considère la dynamique des offres d'emploi déposées à l'ANPE pendant la période considérée, on note le sort "favorable" des ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment, des bûcherons-sylviculteurs et des ouvriers qualifiés du textile et du cuir : pour ces familles, l'ANPE collecte un nombre d'offres d'emploi appréciable par rapport au nombre des entrées pendant la période.

Arrivée massive de demandeurs d'emploi dans certaines familles professionnelles

Cette catégorie située à l'opposé de la précédente se caractérise par des flux d'entrée à l'ANPE bien supérieurs aux

diplômes de l'Institut Technique de Banque.

Il est donc utile d'observer conjointement à cette famille professionnelle, celles des techniciens des services comptables et financiers, des cadres administratifs, comptables et financiers et des cadres commerciaux et technico-commerciaux.

Ce classement en fonction de l'évolution en pourcentages fournit donc une indication sur les familles dont le nombre de demandeurs a le plus progressé par rapport aux effectifs de départ. Aussi, il convient de rapprocher ces données de l'importance en valeur absolue des effectifs de chacune des familles et de nuancer l'interprétation par des données d'ordre qualitatif.

Une ancienneté moyenne au chômage de 9 à 12 mois pour 1 famille sur 2

Au 31 mars 1996, toutes familles confondues, les demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE avaient passé, en moyenne, 341 jours au chômage depuis leur dernière inscription à l'ANPE, soit un peu plus de 11 mois. A cette même date, environ la moitié des familles professionnelles affichent une ancienneté

moyenne au chômage (cf. encart) comprise entre 9 et 12 mois, 30% entre 6 et 9 mois et 19% présentent une ancienneté moyenne de plus d'un an.

Les indicateurs de fluidité permettent de mesurer la durée du chômage par familles professionnelles et la difficulté d'en sortir

L'ancienneté moyenne au chômage se mesure en rapportant le nombre de jours au chômage au nombre de demandeurs d'emploi à une date donnée (demande d'emploi de catégorie 1 au 31 mars 1996).

Un tiers des offres d'emploi déposées à l'ANPE entre avril 94 et mars 95 sont des offres d'emploi aidé

Lorsqu'une offre d'emploi est enregistrée à l'ANPE, l'employeur consigne plusieurs de ses caractéristiques, comme par exemple le temps de travail, le secteur d'activité auquel appartient l'employeur, la nature du contrat qui assortit l'offre, etc. On connaît de cette manière la part des offres d'emploi aidé sur le total des offres, pour chacune des familles professionnelles. D'avril 94 à mars 95, un tiers des offres d'emploi

enregistrées par l'ANPE étaient des offres d'emploi aidé. Dans treize familles professionnelles, cette proportion dépasse même 50% (cf. tableau 4). Ce vocable recouvre les CRE, les CES, l'APEJ et les contrats en alternance. Parfois, la proportion est si importante qu'elle témoigne de l'impossibilité de recruter dans certains métiers, en dehors d'un soutien quasi total des fonds publics.

Les jeunes et le chômage

Un demandeur d'emploi sur quatre a moins de 26 ans en mars 1996

La Lorraine compte au 31 mars 1996 plus de 27 000 jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi, soit le quart de l'ensemble des demandeurs. Dans certaines familles professionnelles comme les ouvriers de la réparation automobile et les coiffeurs, esthéticiens, ils représentent plus de la moitié des personnes sur le marché du travail (cf. tableau 6). La demande d'emploi des jeunes est caractérisée par une forte concentration puisque 20 familles professionnelles cumulent 66% des jeunes au chômage au 31 mars 1996.

Tableau 2 : Augmentation de la demande d'emploi entre le 1er avril 1994 et le 31 mars 1995.

| Les douze familles professionnelles les plus touchées | Nombre d'entrées à l'ANPE | Nombre de sorties de l'ANPE | Effectifs inscrits en début de période | Effectifs inscrits en fin de période | Taux d'évolution du stock initial (%) | Nombre d'offres enregistrées | Offres enregistrées/Demandes enregistrées (%) | Taux de retour à l'emploi (%) |
|---|---------------------------|-----------------------------|--|--------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------|---|-------------------------------|
| Enseignants | 1 155 | 925 | 401 | 540 | 57,4 | 92 | 8 | 31,9 |
| Professions paramédicales et psychologues | 130 | 101 | 55 | 80 | 52,7 | 49 | 37,7 | 30,8 |
| Techniciens médicaux et spécialistes de l'appareillage médical | 695 | 556 | 321 | 398 | 43,3 | 198 | 28,5 | 28,7 |
| Educateurs spécialisés, assistants sociaux, professionnels de l'orientation | 759 | 613 | 342 | 414 | 42,7 | 223 | 29,4 | 29,1 |
| Professionnels du droit | 257 | 200 | 134 | 174 | 42,5 | 37 | 14,4 | 27,1 |
| Aides-soignants | 466 | 376 | 214 | 263 | 42,1 | 138 | 29,6 | 30,9 |
| Employés et techn. de la banque | 504 | 395 | 266 | 329 | 41 | 80 | 15,9 | 29,5 |
| Infirmiers, sages-femmes | 228 | 203 | 62 | 60 | 40,3 | 325 | 142,5 | 45,5 |
| Professionnels de la communication et de la documentation | 1 109 | 884 | 610 | 750 | 36,9 | 260 | 23,4 | 24,1 |
| Personnels d'études et de recherche | 871 | 727 | 410 | 494 | 35,1 | 87 | 10 | 31,4 |
| Formateurs, recruteurs | 805 | 665 | 411 | 503 | 34,1 | 219 | 27,2 | 28,6 |
| Techn. des services comptables et financiers | 384 | 334 | 149 | 169 | 33,6 | 98 | 25,5 | 42 |

Le taux de retour à l'emploi se mesure de la manière suivante : (Nombre des sorties des personnes des catégories 1 + 6 sur motif de reprise du travail pendant la période considérée / Nombre de demandeurs d'emploi inscrits au début de cette période en catégories 1 + 6 + Nombre de demandes d'emploi enregistrées par l'ANPE au cours de la période d'observation en catégories 1 + 6) x 100.

Le rapport des offres déposées sur les entrées pendant une période considérée (multiplié ensuite par 100) rend compte de la dynamique globale de la famille professionnelle. Ce ratio a toutefois l'inconvénient d'écartier l'information sur le niveau des stocks initiaux. C'est pourquoi, il est indispensable de regarder la taille de la famille avant de se risquer à interpréter les tendances.

Les infirmiers, sages-femmes font aussi partie de ce groupe. Le taux d'évolution du stock initial est élevé en raison de la petite taille de cette famille (62 inscrits en début de période). Il n'est donc pas significatif. L'évolution des effectifs dans la famille durant les sept dernières années suit d'ailleurs une courbe légèrement décroissante.

Tableau 2 : Métiers dont l'ancienneté moyenne au chômage est élevée. Source : Ministère du Travail et des Affaires Sociales - DEFM de cat. 1.

| Familles professionnelles | Ancienneté moyenne au chômage (en jours) |
|---|--|
| OQ de l'extraction * | 659 |
| Professionnels des arts et des spectacles | 637 |
| Employés de maison | 484 |
| Dirigeants d'entreprise | 461 |
| ONQ de la manutention | 459 |
| OQ du textile et du cuir | 441 |
| Agents de gardiennage et de sécurité | 427 |
| Ouvriers divers de type artisanal et artisans d'art | 424 |
| ONQ du textile et du cuir | 409 |
| Assistants maternelles | 392 |
| Agents d'entretien | 385 |
| Formateurs, recruteurs | 381 |
| Caissiers, employés de libre service | 378 |
| Représentants auprès des particuliers | 370 |
| Ensemble des familles professionnelles | 341 |

Tableau 3 : Métiers dont l'ancienneté moyenne au chômage est plutôt "faible". Source : Ministère du Travail et des Affaires Sociales - DEFM de cat. 1.

| Familles professionnelles | Ancienneté moyenne au chômage (en jours) |
|---|--|
| Infirmiers, sages-femmes | 190 |
| Cuisiniers | 208 |
| Professions paramédicales et psychologues | 217 |
| Armée, pompiers, police | 219 |
| Electriciens du bâtiment | 230 |
| Plombiers, couvreurs, chauffagistes | 234 |
| Peintres et OQ des finitions du bâtiment | 239 |
| OQ du gros œuvre du bâtiment | 241 |
| Boulangers, pâtisseries, bouchers, charcutiers | 247 |
| Techniciens des services comptables et financiers | 247 |
| ONQ du bâtiment second œuvre | 247 |
| Aides-soignants | 249 |
| Menuisiers du bâtiment, agencement | 255 |
| Agents qualifiés de laboratoires | 257 |
| Techniciens et cadres de l'agriculture | 258 |
| Ouvriers de la réparation automobile | 259 |
| Ensemble des familles professionnelles | 341 |

Tableau 4 : 13 familles professionnelles recensent plus de 50% d'offres d'emplois aidés. Source : Ministère du Travail et des Affaires Sociales - Offres d'emploi de cat. 1, 2 et 3.

| Familles professionnelles | Total des offres d'emploi enregistrées de 4/94 à 3/95 | % des offres aidées |
|---|---|---------------------|
| Marcheurs, jardiniers, viticulteurs | 611 | 82,2 |
| Assistants maternelles | 499 | 82,2 |
| Profession. de l'action sociale, culturelle et sportive | 1 170 | 74,1 |
| Professionnels des arts et des spectacles | 211 | 72,5 |
| Agents d'entretien | 3 632 | 71,7 |
| Ouvriers qualifiés de la maintenance | 2 097 | 68,2 |
| Ouvriers non qualifiés du textile et du cuir | 327 | 65,4 |
| Ouvriers non qualifiés du bâtiment second œuvre | 605 | 64,1 |
| Secrétaires | 3 922 | 61,6 |
| Employés administratifs d'entreprise | 2 438 | 57,9 |
| Ouvriers non qualifiés du gros œuvre du BTP | 1 691 | 55,8 |
| Employés de maison | 1 273 | 54,4 |
| Professionnels de la communicat. et de la document. | 260 | 51,5 |
| Ensemble des familles professionnelles | 60 574 | 34,2 |

Tableau 5 : Familles professionnelles comptant le plus grand nombre de jeunes de moins de 26 ans. Source : Ministère du Travail et des Affaires Sociales - DEFM de cat. 1.

| Familles professionnelles | Nbre de DEFM <26 ans de cat. 1 | % jeunes <26 ans |
|--|--------------------------------|------------------|
| Secrétaires | 2640 | 34,2 |
| Vendeurs en équipement de la personne | 1891 | 40,4 |
| Agents d'entretien | 1713 | 22,6 |
| Employés administratifs d'entreprise | 1499 | 29,3 |
| Serv. emplo. et agents de maint. de l'hôtel-restaur. | 1242 | 34,4 |
| Caisiers, employés de libre service | 1039 | 32,9 |
| Ouvriers non qualifiés de la manutention | 836 | 23,8 |
| Ouvriers non qualifiés du gros œuvre du BTP | 763 | 28,2 |
| Vendeurs en produits alimentaires | 760 | 35,8 |
| Assistants maternelles | 637 | 27,6 |
| Ouvriers de la réparation automobile | 627 | 53,2 |
| Employés de maison | 609 | 15,7 |
| Ouvriers non qualifiés du bâtiment second œuvre | 560 | 47,6 |
| Coiffeurs, esthéticiens | 467 | 56,8 |
| Professionnels de l'action sociale cultur. et sport. | 461 | 39,0 |
| Ensemble des familles professionnelles | 27 012 | 26,7 |

Ce classement diffère quelque peu si l'on observe la proportion de jeunes de moins de 26 ans dans les familles professionnelles. Ainsi, on obtient le classement suivant :

| | Demande d'emploi de cat. I des jeunes de moins de 26 ans | Ensemble de la demande d'emploi de cat. I | % de jeunes moins de 26 ans |
|---|--|---|-----------------------------|
| Coiffeurs, esthéticiens | 467 | 822 | 56,8 |
| Ouvriers de la réparation automobile | 627 | 1178 | 53,2 |
| Ouvriers non qualifiés du bâtiment second œuvre | 560 | 1177 | 47,6 |
| Boulangers, pâtisseries, bouchers, charcutiers | 358 | 819 | 43,7 |
| Techniciens des services comptables et financiers | 88 | 206 | 42,7 |

Les cinq familles professionnelles présentées ci-dessus se caractérisent d'abord par des flux d'entrée et de sortie de l'ANPE de l'ordre du double du stock en fin d'année. Les *ouvriers de la réparation automobile*, par exemple, comptaient en mars 1996, 1 178 inscrits, tandis qu'on recensait 2 651 inscriptions et 2 475 sorties de l'ANPE d'avril 94 à mars 95.

On a donc affaire à des familles dont le stock de demandeurs d'emploi ne cesse d'être renouvelé.

Cependant, d'avril 94 à mars 95, les entrées sont supérieures aux sorties de l'ANPE, ce qui amène à nuancer : beaucoup de gens entrent, beaucoup de gens sortent, mais ils sont de plus en plus

nombreux à rester. Le chômage dans ces familles va donc grandissant.

Enfin, à l'instar de l'ensemble des familles professionnelles, on peut noter que parmi ces cinq familles, les jeunes restent moins longtemps au chômage que les demandeurs d'emploi plus âgés : leur part parmi les chômeurs de longue durée est très nettement inférieure à leur part dans la famille.

Cependant, ces caractéristiques communes ne doivent pas cacher une grande disparité entre ces familles. Ainsi, le

taux de retour à l'emploi s'avère très variable. A titre indicatif, sur ces cinq familles, il fluctue entre 22,1% et 42%. Les *ouvriers non qualifiés du bâtiment second œuvre* (qui comptent 47,6% de jeunes de moins de 26 ans), connaissent une situation difficile avec un taux de retour à l'emploi de 22,1% seulement et une part importante d'emplois aidés parmi les offres d'emploi enregistrées à l'ANPE. Cette famille est par conséquent dans une situation marquée par la précarité.

Ces exemples illustrent l'utilisation possible de ces fiches. L'analyse et le rapprochement des différents indicateurs qu'elles contiennent sont riches d'enseignements, mais ils ne se suffisent pas à eux-mêmes. En effet, cet outil répond à un certain nombre de questions : il permet de s'interroger sur la situation et l'évolution de telle ou telle famille sur le marché du travail... mais il nécessite d'être enrichi par des données relevant de l'analyse qualitative. En ce sens, c'est un outil de cadrage qui fait progresser dans la connaissance du fonctionnement du marché du travail.

brèves

■ Réunion des OREF du Grand Est

La dernière rencontre des OREF a eu lieu à Strasbourg, avec la participation de représentants des OREF d'Alsace, Bourgogne, Centre, Franche-Comté et Lorraine. Les échanges ont porté sur l'implication des OREF, variable selon les régions, dans l'élaboration des contrats d'objectifs territoriaux (COT) et des plans régionaux de développement de la formation (PRDF). La contribution des OREF consiste en l'apport de données statistiques de cadrage, la réalisation de diagnostics préalables sur des dispositifs ou des publics particuliers, ou la préparation des outils de suivi et d'évaluation. La rencontre s'est achevée sur la proposition d'organiser une table ronde des OREF du Grand-Est, afin de clarifier ce qu'on peut entendre par évaluation, dans le contexte précis de la réalisation des COT et des PRDF.

■ L'INSEE Lorraine fait paraître début avril un ouvrage intitulé "L'emploi en Lorraine. De nouvelles ambitions". Il regroupe un ensemble de synthèses sur la situation de l'emploi dans quatorze chapitres reflétant les préoccupations actuelles : le travail frontalier, l'emploi au féminin, les salaires et conditions de travail, les jeunes et l'emploi, la flexibilité du travail, etc. L'OREFQ et d'autres institutions lorraines ont apporté leur contribution à cette publication.

Commande : à l'INSEE LORRAINE, Librairie CO 3846 - 54029 NANCY CEDEX

■ ALEXIS (atelier lorrain pour l'expérimentation et l'innovation sociales) a rendu public son analyse de possibilités de solvabiliser la création d'emplois de services aux personnes via la contribution financière des communes et des entreprises. Les premiers résultats font apparaître des obstacles sérieux à l'engagement des communes autant que des entreprises et des comités d'entreprises dans un co-financement de ces emplois. Un rapport de synthèse détaille la nature des obstacles. Cependant, les entreprises de grande taille, où la masse salariale est importante, intervenant dans le tertiaire supérieur et situées en zone urbaine, apparaissent comme susceptibles de s'investir dans une démarche de solvabilisation de ces emplois. ALEXIS envisage de procéder à une expérimentation concrète avec des entreprises lorraines au cours de l'année 1997 : l'objectif est de mobiliser une partie des budgets de leur comité d'entreprise pour le financement d'emplois d'aide à domicile. Contact : Louis-Michel BARNIER, Isabelle BASTIN - ALEXIS rue Robert Blum 54700 Pont-à-Mousson Tél. 03 83 82 42 15

■ L'IRTS du Ban-St-Martin annonce un colloque international sur le thème des compétences et contextes professionnels, les 19 et 20 juin 1997. Les débats porteront sur les différentes approches de la compétence et sur l'évaluation ainsi que sur la gestion des compétences.

Renseignements et inscriptions : LERM / IRTS de Lorraine 41, avenue de la liberté 57025 Le Ban-St-Martin, Metz cedex 2 - Tél. (33) 03 87 31 68 25

■ L'OREFQ au quotidien

■ Le programme de travail de l'OREFQ pour l'année 1997 comprend :

- le lancement du troisième volet de l'ouvrage "De la formation à l'emploi" qui porte sur l'observation des dispositifs de formation professionnelle initiale et continue
- la mise à jour du tableau de bord par zone d'emploi
- le chantier traitant des jeunes en difficulté au regard de l'accès à l'information, à la formation et à l'emploi
- la poursuite de la réflexion sur l'alternance, avec publication des données sur les contrats d'adaptation et d'apprentissage en 1995, ainsi que la mise à jour des données sur les contrats de qualification en 1995.

Compte tenu de la charge que représente ce programme ambitieux pour les permanents de l'OREFQ et les membres du réseau technique, les travaux sur les emplois de proximité ont été interrompus. Ils seront réintégrés au programme de 1998.

■ Dan LEVY, élève de l'école Polytechnique, effectue son service national civil sous la forme d'un stage de six mois au sein de l'OREFQ. Il participe actuellement aux travaux de mise à jour du tableau de bord par zone d'emploi ainsi qu'à la rédaction des articles du bulletin OREFQ Info.

Familles professionnelles et approche du marché du travail : image statique ou dynamique.

Parmi l'ensemble des indicateurs traditionnels diffusés pour caractériser l'évolution du marché du travail, on trouve des statistiques dites "en stock" et "en flux". Que signifient ces expressions et à quoi servent ces deux types de données ? Un examen de la situation de quelques familles professionnelles à la date de mars 1995 permettra d'illustrer l'usage qui peut être fait des informations disponibles.

Les données de "stocks" correspondent à une photographie à un moment donné de la situation des demandeurs d'emploi (on compte le nombre de personnes inscrites à l'ANPE à la date considérée).

Les "flux" au contraire s'attachent à suivre l'évolution de la demande d'emploi sur une période déterminée, en général une année révolue de manière à éviter les variations saisonnières (on mesure les volumes de demandes d'emploi enregistrées et les volumes de sorties de l'ANPE pendant la période d'observation). Dans le premier cas, les "stocks" sont le reflet d'une situation arrêtée à une date précise. Dans le second, les "flux" servent à élaborer une image dynamique du marché du travail.

Afin de cerner le comportement spécifique de tel ou tel métier sur le marché du travail, il est utile de confronter les deux types de données entre elles.

Seules les informations sur les flux d'entrées et de sorties de l'ANPE per-

mettent, par exemple, de saisir les destins divergents de familles professionnelles qui peuvent avoir par ailleurs un nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin d'année identique.

Nous nous proposons d'analyser la situation de quelques familles professionnelles choisies en raison de leurs indicateurs de flux particulièrement accentués.

Bonne tenue des conducteurs d'engins de traction et de levage et des conducteurs routiers

Dans le tableau 1, nous avons classé les familles professionnelles en fonction du taux d'évolution du stock initial croissant. D'avril 94 à mars 95, seules deux

Tableau 1 : Stagnation de la demande d'emploi entre le 1er avril 1994 et le 31 mars 1995.

| Les douze premières familles professionnelles | Nombre d'entrées à l'ANPE | Nombre de sorties de l'ANPE | Effectifs inscrits en début de période | Effectifs inscrits en fin de période | Taux d'évolution du stock initial (%) | Nombre d'offres enregistrées | Offres enregistrées/ Demandes enregistrées (%) | Taux de retour à l'emploi (%) |
|---|---------------------------|-----------------------------|--|--------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------|--|-------------------------------|
| Conducteurs d'engins de traction et levage | 221 | 236 | 245 | 185 | -6,1 | 143 | 64,7 | 28,8 |
| Conducteurs routiers | 3 406 | 3 427 | 2 485 | 2 181 | -0,8 | 1 262 | 37,1 | 33,1 |
| Conducteurs de véhicules légers | 2 704 | 2 685 | 2 475 | 2 259 | 0,8 | 758 | 28 | 22,8 |
| ONQ de la manutention | 4 335 | 4 266 | 4 339 | 4 071 | 1,6 | 1 527 | 35,2 | 19,5 |
| ONQ du textile et du cuir | 572 | 562 | 620 | 585 | 1,6 | 327 | 57,2 | 18,7 |
| OQ du textile et du cuir | 1 161 | 1 139 | 1 322 | 1 209 | 1,7 | 724 | 62,4 | 23,2 |
| OQ travaillant par formage du métal | 1 869 | 1 839 | 1 405 | 1 196 | 2,1 | 743 | 39,8 | 29,2 |
| Soudeurs | 1 593 | 1 559 | 1 390 | 1 187 | 2,4 | 514 | 32,3 | 25,9 |
| Ouvriers qualifiés du GO du bâtiment | 3 132 | 3 065 | 2 458 | 1 829 | 2,7 | 2 386 | 76,2 | 27,9 |
| Bûcherons, sylviculteurs | 431 | 419 | 287 | 272 | 4,2 | 276 | 64 | 30,4 |
| Ing et cadres techniques de l'industrie | 1 241 | 1 207 | 768 | 728 | 4,4 | 405 | 32,6 | 32,8 |
| Cadres de la banque et des assurances | 56 | 53 | 48 | 52 | 6,3 | 21 | 37,5 | 28,8 |

Attention : On ne peut reconstituer le stock final en ajoutant au stock initial les entrées de l'année auxquelles on soustrait les sorties de l'année. En effet, certaines opérations de gestion tels que les radiations, les contrôles d'inventaires, les changements de catégories, etc., ne sont pas perçues dans les statistiques.

Taux d'évolution du stock initial = (Entrées à l'ANPE - Sorties de l'ANPE pendant la période considérée / Stock initial d'inscrits au début de la période considérée) x 100.